

Chiffre d'affaires stable au premier trimestre 2025 :**+0,2 % à périmètre et taux de change constants (+4,2 % en données publiées*)****Chiffre d'affaires du premier trimestre 2025**

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires du premier trimestre 2025 du Groupe Bolloré progresse de 0,2 % à 782 millions d'euros :

- **Bolloré Energy : 675 millions d'euros, -0,2 %** qui s'explique par la baisse des prix de vente des produits pétroliers compensée par la hausse des volumes vendus ;
- **Industrie : 78 millions d'euros, +1,5 %** grâce à la progression des ventes de bus 6 mètres et à la hausse de l'activité Films, compensées par le retrait des Terminaux Spécialisés sur les Systèmes.

En données publiées, le chiffre d'affaires est en croissance de 4,2 % par rapport au chiffre d'affaires du premier trimestre 2024, compte tenu de +29 millions d'euros de variations de périmètre provenant principalement de l'acquisition du fonds de commerce de la société Chantelat par Bolloré Energy.

(*) Retraité : conformément à la norme IFRS 5 et pour assurer la comparabilité des résultats, la contribution de Vivendi sur l'exercice 2024 a été reclassée en activités cédées ou en cours de cession (le Groupe a perdu le contrôle au sens de IFRS 10 qu'il exerçait sur Vivendi à l'issue des opérations de scission/distribution réalisées le 13 décembre 2024 par le groupe Vivendi).

Évolution par activité du chiffre d'affaires du premier trimestre 2025

A périmètre et taux de change constants, comparés au premier trimestre 2024, les principaux secteurs ont évolué comme suit :

- **Bolloré Energy** : Le chiffre d'affaires ressort à 675 millions d'euros, stable (-0,2 %) compte tenu d'une baisse des prix des produits pétroliers, compensée par une hausse des volumes vendus, portée par l'activité de distribution négoce ;
- **Industrie** : Le chiffre d'affaires des activités industrielles (Films, Blue, Systèmes) s'établit à 78 millions d'euros en amélioration de 1,5 %. Il bénéficie de la progression des ventes de bus 6 mètres et de la hausse d'activité des Films sur l'emballage et le diélectrique, compensées par le retrait des Terminaux Spécialisés sur les Systèmes, pénalisés plus particulièrement par une baisse de l'activité Easier d'Automatic Systems.

(en millions d'euros)	2025	2024*	Croissance publiée	Croissance organique
Bolloré Energy	675	655	3,1%	(0,2%)
Industrie	78	75	4,3%	1,5%
Autres (Actifs Agricoles, Holdings et autres)	29	20	40,2%	7,3%
Total	782	751	4,2%	0,2%

Faits marquants et événements récents :

▪ Offres publiques de retrait suivies de retraits obligatoires (OPR-RO) sur Cambodge, Moncey et Artois.

Bolloré SE avait déposé le 13 septembre 2024 trois offres publiques de retrait alternatives suivies d'un retrait obligatoire visant les actions de Compagnie du Cambodge, Financière Moncey et Société Industrielle et Financière de l'Artois.

L'Autorité des marchés financiers a annoncé le 17 avril 2025 qu'elle avait décidé le 15 avril 2025 de déclarer ces offres non conformes et qu'elle publierait ultérieurement les motivations de cette décision. Tout en regrettant une telle issue au terme d'une instruction de plus de sept mois, Bolloré SE en a pris acte.

▪ Scission de Vivendi

Par une déclaration de recours en annulation en date du 22 novembre 2024, complétée par un exposé des moyens du 5 décembre 2024, la société de droit luxembourgeois CIAM Fund a sollicité auprès de la Cour d'appel de Paris l'annulation de la décision de l'AMF n° 224C2288 publiée le 13 novembre 2024 ayant constaté que la scission de Vivendi SE n'entrait pas dans les prévisions de l'article 236-6 RG/AMF relatif à l'offre publique de retrait, dès lors que Bolloré SE ne satisfaisait pas vis-à-vis de Vivendi SE les critères du contrôle défini par l'article L. 233-3 du Code de commerce.

(*) Retraité : conformément à la norme IFRS 5 et pour assurer la comparabilité des résultats, la contribution de Vivendi sur l'exercice 2024 a été reclassée en activités cédées ou en cours de cession (le Groupe a perdu le contrôle au sens de IFRS 10 qu'il exerçait sur Vivendi à l'issue des opérations de scission/distribution réalisées le 13 décembre 2024 par le groupe Vivendi).

Le 22 avril 2025, la Cour d'appel de Paris a annulé la décision susvisée de l'AMF en ce qu'elle a retenu une absence de contrôle de Bolloré SE à l'égard de Vivendi SE. Statuant à nouveau, la Cour d'appel a décidé que Monsieur Vincent Bolloré contrôle Vivendi SE au sens de l'article L. 233-3, I, 3° du Code de commerce et qu'il appartient dès lors à l'AMF d'examiner les autres conditions posées par l'article 236-6 RG/AMF dans le cadre de la scission déjà opérée par Vivendi SE, puis d'apprécier les conséquences de cette scission au regard des intérêts des actionnaires minoritaires et de décider s'il y a lieu ou s'il y avait lieu à mise en œuvre d'une offre publique de retrait sur les titres de Vivendi SE. Le 28 avril, Bolloré a formé un pourvoi à l'encontre de cet arrêt.

- **Programme de rachat d'actions Bolloré SE**

Le 17 mars 2025, le Conseil d'administration a décidé d'annuler, en application des dispositions de l'article L.22-10-62 du Code de commerce, 21 374 391 actions auto-détenues, achetées sur le marché en 2024 et 2025 dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2024.

Consécutivement à cette annulation et à de nouveaux rachats d'actions, Bolloré SE détient 16,1 millions d'actions Bolloré acquises pour un montant de 86,3 millions d'euros, soit 0,6 % du capital au 25 avril 2025.